

<https://www.snetap-fsu.fr/Parler-du-numerique-educatif-sans-les-personnels-ni-les-familles.html>



ÉTATS GÉNÉRAUX DU NUMÉRIQUE POUR L'ÉDUCATION

Parler du numérique éducatif sans les personnels

- Les Dossiers - Pédagogie -

ÉTATS GÉNÉRAUX
DU NUMÉRIQUE
POUR L'ÉDUCATION
2020

Date de mise en ligne : samedi 7 novembre 2020

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Après avoir tenté de porter la parole des personnels de l'Enseignement Agricole Public dans les « États Généraux du Numérique pour l'Éducation », le Snetap-FSU avait finalement décidé de ne pas participer à ce débat virtuel au regard des conditions dans lesquelles le dialogue s'engageait. Les conclusions de ces États Généraux les 4 et 5 novembre ont conforté notre position.

Les "États Généraux du Numérique pour l'Éducation" se sont donc conclus de façon virtuelle les 4 et 5 novembre, période de confinement oblige.

Virtuel ... sans doute la meilleure synthèse de ces États Généraux.

Annoncés par Jean Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation Nationale, lors du premier confinement, sous les feux des critiques de sa gestion de la crise et de « l'école à distance », ces "États Généraux du Numérique pour l'Éducation" (EGNE) se sont étalés du 26 juin au 5 novembre. Ils avaient l'objectif selon le Ministère de « *Faire émerger une vision partagée du numérique pour l'éducation* », mais aussi être « *une réponse à la situation exceptionnelle de "continuité pédagogique"* ».

Ils devaient se décliner en 3 temps : des échanges dans les territoires, des contributions écrites sur un site dédié et enfin un événement national début novembre à Poitiers, conclusion de ces EGNE (celles-ci se sont finalement tenues en distanciel en raison de la crise sanitaire).

Des personnels et des familles virtuels

A l'issue de ces 4 mois virtuels de débats (virtuels car entre les vacances estivales et la crise sanitaire ce débat n'a duré en réalité que quelques semaines) on peut d'abord s'interroger sur la place des enseignant.es, des parents, et des élèves ou étudiant.es dans ces échanges.

Lors des rencontres nationales les 4 et 5 novembre pas un.e seul.e enseignant.e, pas un.e seul.e élève ou étudiant.e, pas un seul parent n'a été invité à prendre la parole dans l'ensemble des tables rondes organisées sur ces deux jours ... même lorsque celles-ci s'intitulaient « *Enseigner et apprendre avec le numérique* » ou « *Travailler autrement / culture numérique professionnelle commune* ».

Si les politiques, les représentant.es des Ministères, les Inspecteur.rices ou les entreprises privées, au travers notamment de l'AFINEF (représenté sur de nombreuses tables rondes), étaient eux largement représentés, les usagers et les praticiens eux/elles ne devaient sans doute pas avoir les connaissances suffisantes pour intervenir.

Des débats virtuels

Censés se décliner dans les territoires entre les mois de juin et novembre, les États Généraux ont été très inégaux dans la forme, la durée et par le nombre de participant.es et le nombre de réunions ou conférences.

Là encore nous sommes en droit de nous interroger sur la place des personnels de terrain et des familles dans ces rencontres décentralisées. Les témoignages des représentant.es des personnels indiquent pour beaucoup d'entre eux les absences d'invitation, les difficultés de connexion aux visioconférences, l'impossibilité de prendre la parole dans les débats, ...

Ces problèmes apparaissent d'ailleurs y compris dans les commentaires encore présents sur le site dédié.

Quelle est la valeur, dans ce cas, des débats très contraints à tous points de vue ?

On notera, tout au plus, dans certaines [régions](#), l'Education nationale n'a pas totalement ignoré l'enseignement agricole dans ses débats locaux...

Des contributions virtuellement nombreuses ?

Le site web des États Généraux du Numérique pour l'Éducation devait permettre à chacun de déposer par écrit ses contributions au travers de 5 forums participatifs.

La plateforme annonce plus de 2000 participant.es et 700 contributions ... des chiffres assez difficiles à décortiquer en réalité puisqu'il semble que plusieurs contributions soient en réalité issue d'une seule et même personne, et découpées et réparties sur les 5 forums.

Mais là encore si nous n'avons pas moyens de contester ces chiffres, il est important de remarquer que seules deux organisations syndicales représentant les personnels et une association de parents d'élèves ont contribué par des écrits. Rien de la part des organisations lycéennes ou étudiantes.

L'Enseignement Agricole ou l'aventure du virtuel

Le SNETAP-FSU a, à plusieurs reprises, rappelé la nécessité de porter la réflexion sur le numérique éducatif y compris au sein de l'appareil de formation du Ministère de l'Agriculture.

Il a donc demandé un débat propre à l'Enseignement agricole pour alimenter nos réflexions, y compris pour l'écriture du 7ème schéma prévisionnel national des formations ([SPNF](#)) à venir mais également et surtout pour mandater les représentant.es amené.es à s'exprimer au nom de l'EA dans les États Généraux.

Sans surprise nous n'avons pas été entendu et ces débats n'ont pas eu lieu. Mais nous avons tout de même découvert que Madame la Directrice Général de l'Enseignement et la Recherche intervenait, le 4 novembre, dans un débat intitulé « Anticiper les enjeux de demain, illectronisme, évolution des métiers, mixité, souveraineté » ...

Là encore, l'institution à un avis sur le numérique éducatif mais ignore celui des personnels.

Une stratégie gouvernementale qui, elle, n'est pas virtuelle

Les conclusions de ces États Généraux ont été publiées sous forme de 40 propositions, le 5 novembre à 14 h 00 ... avant même la clôture des débats.

Au-delà de la célérité avec laquelle ces 14 pages de conclusions ont été publiées, c'est aussi leur contenu qui nous interroge. Une large partie de ces 40 propositions sont en réalité une validation des politiques déjà engagées par ce Gouvernement, et pourtant largement contestée dans leur mise en oeuvre ou leur insuffisance : mettre en place un plan de continuité d'activité, certifier les compétences numériques par PIX, fournir une aide à l'équipement des enseignant.es, mettre en place des outils participatifs au sein des écoles, lancer des challenges de l'innovation, ... pour n'en citer que quelques unes.

Ne nous y trompons pas ces États Généraux du Numérique ne sont pas une réponse aux périodes de confinement que nous vivons et aux interrogations sur la continuité pédagogique. Ce ne sont pas non plus une réflexion sur l'utilisation du numérique dans l'Ecole...comment le faire sans la communauté éducative ? Ils relèvent plus d'une stratégie de ce Gouvernement à laquelle la crise sanitaire a donné une opportunité nouvelle. Le numérique n'est pas pensé comme un outil pour le système éducatif mais un système à lui seul qui doit servir de levier à la transformation de notre école et cela sans annoncer de moyens.

Ainsi le choix de tenir ces EGNE sur un calendrier très serré, d'écarter les usager.ères et les personnels, de donner la parole aux entreprises privées, ... relève de cette stratégie pour donner l'illusion du débat sur des positions déjà arrêtées. Finalement le Ministre de l'Éducation, assume tranquillement de se servir de cette vitrine pour justifier sa politique libérale en matière de numérique éducatif : la marchandisation et la privatisation de l'école par le numérique.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que le SNETAP-FSU a finalement décidé de ne pas participer à ces États Généraux pour ne pas cautionner cet ersatz de débat.

Mais pour autant le SNETAP-FSU continue et continuera de faire entendre la voix des personnels de [l'EAP](#) sur le sujet dans les semaines et les mois à venir, y compris au travers de contre propositions.

Vous trouverez ci-dessous une expression du SNETAP-FSU sur les conditions d'utilisation de l'outil numérique dans le système éducatif.